

**ARRETE DE MISE EN DISPONIBILITE D'OFFICE APRES MALADIE AVEC MAINTIEN A TITRE  
DEROGATOIRE DU DEMI-TRAITEMENT DANS L'ATTENTE DE L'AVIS DU COMITE MEDICAL ou/et DE  
LA COMMISSION DE REFORME OU DE LA DECISION D'ADMISSION A LA RETRAITE POUR INVALIDITE  
DE M, ..... (GRADE)**

Le Maire (ou le Président) de .....

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu la loi n°2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites,

Vu le décret n°86-68 du 13 janvier 1986 relatif aux positions de détachement, hors cadres, de disponibilité, de congé parental des fonctionnaires territoriaux et à l'intégration,

Vu le décret n°87-602 du 30 juillet 1987 modifié relatif à l'organisation des comités médicaux aux conditions d'aptitude physique et au régime des congés de maladie des fonctionnaires territoriaux,

Vu le décret n°2003-1306 du 26 décembre 2003 relatif au régime de retraite des fonctionnaires affiliés à la Caisse Nationale de Retraites des Agents des Collectivités Locales,

Considérant que M ..... a épuisé ses droits statutaires à congé de maladie (*le cas échéant - préciser la nature du congé de maladie et les dates de celui-ci*),

Vu la saisine du comité médical départemental (ou de la commission de réforme) en date du ..... pour statuer sur la situation de l'agent (*dans l'attente d'un avis pour la reprise des fonctions ou la réintégration, le reclassement ou la mise en disponibilité*),

*[Dans le cas particulier de l'attente de la décision de mise à la retraite pour invalidité :*

- Vu l'avis du comité médical départemental (ou de la commission de réforme) en date du ..... statuant sur l'inaptitude physique totale et définitive de l'agent à l'exercice de ses fonctions (ou de toutes fonctions),
- Vu l'avis (ou la saisine) de la commission de réforme en date du ..... statuant sur l'admission à la retraite pour invalidité de l'agent,
- Considérant la saisine de la CNRACL pour l'admission à la retraite pour invalidité de M.....]

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :**

A compter du ....., M ou Mme ..... est placé(e) en disponibilité d'office pour inaptitude physique.

**Article 2 :**

Cette mise en disponibilité d'office est prononcée à titre conservatoire dans l'attente de la réalisation ou de la procédure de reprise de service, ou du reclassement, ou de la disponibilité ou d'admission à la retraite pour invalidité,

**ARTICLE 3 :**

A titre dérogatoire , le paiement du demi-traitement de M ou Mme ..... sera maintenu jusqu'à la date de la décision de reprise de service ou de réintégration, de reclassement, de mise en disponibilité ou d'admission à la retraite (*ne laisser le cas échéant que la mention correspondant à la situation de l'agent*).

**Article 4 :**

M ou Mme ... percevra à compter du ... la moitié de son traitement ... afférent au ... échelon, IB..., IM .... Ce traitement sera soumis à CSG et CRDS et cotisations CNRACL.

**ARTICLE 5 :**

La situation définitive de l'agent sera fixée dès réception de (ou des) l'avis attendu(s).

**ARTICLE 6 :**

Le Directeur Général des services (*le Secrétaire de Mairie ou le Directeur*) est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- Notifié à l'intéressé(e).

**Ampliation adressée au :**

- Président du Centre de Gestion,
- Comptable de la collectivité.

Fait à ..... le .....

Le Maire (ou le Président),

Le Maire (ou le Président),

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Notifié le .....

Signature de l'agent :